

Maitrise d'Ouvrage
Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
2 rue Heymès – BP 409
70014 Vesoul Cedex

Maitrise d'œuvre

Maîtrise d'Architecture

6 place de la Loi
25110 Baume les
Dames

agence@
maitrisedarchitecture.fr
03 74 72 11 33

BET Viala

2 Chemin de Palente
25000 Besançon

bet-viala@orange.fr
09 62 51 08 70

BET Vaute Schermesser

10A rue Midol
25000 Besançon

bet.vaute-schermesser@orange.fr
03 81 80 38 38



Réhabilitation intérieure de l'aile Miroudot – EHPAD de Villersexel
441 rue du 13 Septembre 1944 – 70100 Villersexel

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
Lot 01 / Désamiantage

Le 24 septembre 2025

Sommaire

GENERALITES	3
1. Prescriptions générales.....	3
2. Description des travaux.....	3
2.1. Présentation de l'opération.....	3
2.1.1. Présentation générale.....	3
2.1.2. Classement Sécurité Incendie.....	3
2.1.3. Objectif de performance thermique.....	3
2.2. Proposition d'allotissement.....	3
2.3. Intervenants.....	4
2.4. Calendrier / Phasage.....	4
3. Sécurité des personnes.....	4
4. Réunion de chantier	5
5. Mise en œuvre.....	5
6. Nature de la prestation.....	5
6.1. Offre.....	6
7. Qualification	6
DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	7
1. Préparation	7
1.1. Plan de retrait	7
1.2. Confinement des locaux.....	7
1.3. Analyses libératoires.....	8
2. Désamiantage.....	8
2.1. Dalles de sol souple.....	8
2.2. Revêtements muraux	8
3. Nettoyage et DOE.....	9
3.1. Nettoyage.....	9
3.2. Procès-verbaux d'épreuves et d'essais.....	9
3.3. Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	9

GENERALITES

1. Prescriptions générales

Les numéros de référence des articles ont une correspondance absolue entre le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Les propositions de prix étant globales et forfaitaires, les entreprises sont invitées à vérifier les quantités portées dans le cadre de D.P.G.F. et éventuellement à y apporter toutes modifications qui s'imposent.

2. Description des travaux

2.1. Présentation de l'opération

2.1.1. Présentation générale

La présente opération a pour objectif la réhabilitation de l'aile Miroudot faisant partie de l'EHPAD « Griboulard » à Villersexel.

2.1.2. Classement Sécurité Incendie

L'édifice fait partie d'un ensemble de bâtiments classé en type J (Etablissements d'hébergement de personnes âgées) – 4^{ème} catégorie.

L'effectif recueilli est, selon le procès-verbal de la commission de sécurité de l'arrondissement de Lure du 28 novembre 2024 :

	JOUR	NUIT
Personnel	38	2
Public	96	70
Total	134	72

2.1.3. Objectif de performance thermique

Le projet devra respecter les exigences de la RT élément par élément, au vu de sa configuration : existant sans extension.

2.2. Proposition d'allotissement

LOT 01 DESAMANTAGE
LOT 02 DEMOLITION/GROS ŒUVRE
LOT 03 MENUISERIES EXTERIEURES / INTERIEURES / SERRURERIE
LOT 04 DOUBLAGE / CLOISON / PEINTURE / PLAFOND
LOT 05 REVETEMENT DE SOLS / FAÏENCE
LOT 06 ELECTRICITE CFO/CFA / SSI

LOT 07 CHAUFFAGE / VENTILATION / SANITAIRES

2.3. Intervenants

Maitrise d'ouvrage

Groupe Hospitalier de la Haute Saône
2 rue Heymès – BP 409 – 70014 Vesoul Cedex

Représentée par Mme Aurore Zoeller

Maitrise d'œuvre

- Architecte – mandataire :
Maîtrise d'Architecture
6 Place de la Loi – 25110 Baume les Dames

Représentée par Mme Emma Ferniot

- Bureau d'études Electricité/SSI
BET Vaute-Schermesser
10A rue Midol – 25000 Besançon

Représenté par M. Jean-Alexandre Vaute-Schermesser

- Bureau d'études thermiques et fluides
BET Viala
2B chemin de Palente – 25000 Besançon

Représenté par M. Pascal Viala

Bureau de contrôle

SOCOTEC
Représentée par M. Kamel Ghemari

2.4. Calendrier / Phasage

Le calendrier est joint à la présente consultation.
L'opération se déroulera en une seule phase.

3. Sécurité des personnes

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du public aux abords du chantier (entrée/sortie d'engins, ...) et la sécurité des ouvriers du chantier.

La zone de travaux devra être close et fermée par rapport à la voie publique et vis-à-vis de toute personne non habilitée à pénétrer dans le chantier.

Selon le PGC, pendant l'intervention sur site, l'entreprise devra respecter la sécurité et la protection de la santé de toutes les personnes par :

- le balisage de la zone d'intervention
- la mise en œuvre d'échafaudages stables et contrôles de mise en place
- le respect des mesures de sécurité collectives
- le respect des mesures de protections individuelles : port du casque de chantier, port de harnais de sécurité pour intervention en toiture, port de gants, lunettes, chaussures de sécurité.

4. Réunion de chantier

Les réunions de chantier sont hebdomadaires, fixées par le Maître d'Œuvre en début de chantier, en fonction des périodes du chantier et sur demande de celui-ci à tout moment.

Toutes les dispositions des procès-verbaux de réunion prises dans le cadre du marché sont contractuelles, l'entrepreneur devra se conformer aux stipulations arrêtées.

Les absences injustifiées avant le déroulement des réunions de chantier seront sanctionnées par une pénalité de 100€.

5. Mise en œuvre

Le prix global comprendra la fourniture et la pose de tous les matériaux, les protections, les calfeutrements, quel que soit les hauteurs de mises en œuvre. L'ensemble de la prestation inclus tous les échafaudages d'accès nécessaires à la parfaite exécution dans les règles de sécurité requises.

L'entrepreneur devra vérifier et réceptionner l'état des supports, dimension des ouvertures, avant tout commencement des travaux et signaler à l'entrepreneur concerné toutes les anomalies qu'il aura constatées.

Le cas échéant, il fera les réserves éventuelles, les supports seront débarrassés de tous les défauts qui pourraient entraîner des désordres ou un aspect final non satisfaisant.

Les conditions de transport, stockage sur le chantier et de mise en œuvre seront strictement respectées (température, humidité de l'air ambiant, ...) afin d'éviter toute détérioration des matériaux.

L'entrepreneur devra les plans et détails de fabrication, qui devront être soumis à l'approbation du bureau de contrôle et du Maître d'œuvre avant exécution. Les assemblages soudés, vissés ou rivés, seront parfaitement exécutés pour résister sans déformation permanente ni amorce de rupture aux essais mécaniques.

6. Nature de la prestation

6.1. Offre

Le prix global et forfaitaire comprendra l'ensemble des travaux nécessaires pour désamianter, charger, évacuer et recycler les déchets dans des centres agréés, y compris la prise en charge de la redevance d'élimination des déchets. Sont compris dans l'offre de l'entreprise les protections des zones non concernées par le désamiantage lors de l'opération de désamiantage.

L'entreprise évacuera directement ses déchets dans une décharge classée finale, aucun service de négociant ne sera autorisé sur cette opération.

L'entrepreneur devra, dans le cadre du suivi des déchets dangereux et amiante, passer par la plateforme trackdéchets pour la fourniture des bordereaux de traitement.

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra tenir compte des stipulations, lois, décrets, ordonnances, circulaires, Normes françaises homologuées par l'AFNOR, Documents Techniques Unifiés, etc... applicables aux travaux décrits dans le présent document, et en vigueur à la date de la remise des offres, ainsi qu'aux règles de l'art.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, se prévaloir de la méconnaissance de l'un des textes entrant dans l'élaboration du présent programme.

Le recours à des entreprises sous-traitantes sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage avec établissement d'un contrat selon nécessité. La demande d'approbation doit être réalisée à minima 3 semaines avant toute intervention de l'entreprise sous-traitante.

Note importante :

Le cadre de la décomposition globale et forfaitaire (CDPGF) du lot 01 DESAMIANPAGE a été établi sur la base des rapports de repérage des matériaux amiantés et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux réalisés par la société Top Diags.

Ces rapports n'étant pas exhaustifs, le CDPGF comprend des quantités de matériaux amiantés déterminées par itération. Il se peut donc que des quantités évoluent en plus ou en moins par rapport à celle consignées dans le CDPGF. Ces quantités seront comptées sur la base des prix unitaires figurant dans le CDPGF renseigné par l'entreprise.

7. Qualification

Selon le décret n° 2012-639 paru le 4 mai 2012 relatif aux risques d'expositions à l'amiante :

- cas de présence d'amiante non friable

L'entrepreneur devra impérativement fournir à la remise de son offre son certificat de qualification Qualibat 1512 *Traitement de l'amiante en place concernant les matériaux et produits à risques particulier*.

- cas de présence d'amiante friable

L'entrepreneur devra impérativement fournir à la remise de son offre son certificat de qualification Qualibat 1513 *Traitement de l'amiante en place concernant les matériaux et produits friables*.

- cas de présence d'amiante friable et non friable

L'entrepreneur devra impérativement fournir à la remise de son offre son certificat de qualification Qualibat 1512 *Traitement de l'amiante en place concernant les matériaux et produits à risques particulier* et son certificat de qualification Qualibat 1513 *Traitement de l'amiante en place concernant les matériaux et produits friables*.

L'entrepreneur devra prendre en considération la configuration restreinte du site en ce qui concerne le stockage des matériaux et du stationnement. Un approvisionnement en flux tendu sera réalisé afin de réduire l'espace et le temps de stockage sur site à son minimum

DESCRIPTION DES OUVRAGES

1. Préparation

1.1. Plan de retrait

L'entreprise devra préparer un « plan de retrait » et le faire valider par les services compétents. Après validation, le « plan de retrait » sera présenté au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai d'une semaine maximum.

L'entreprise devra prendre contact avec tous les intervenants de cette opération ainsi qu'avec l'ensemble des concessionnaires afin de leur préciser les caractéristiques de l'intervention envisagée dans le « plan de retrait », les dispositions arrêtées relatives à la sécurité des biens et des personnes.

Elle devra obtenir de l'ensemble des intervenants intéressés toutes les autorisations nécessaires, et l'acceptation par les services municipaux des trajets envisagés pour la circulation des poids lourds vers les C.T. des déchets et gravats, trajets qui devront alors être respectés par l'ensemble des véhicules concernés.

Mode de métré : Forfait

1.2. Confinement des locaux

Le poste comprend :

- L'obturation étanche de toutes les ouvertures et aération en périphérie extérieures des zones à traiter, ainsi que les séparations intérieures entre les zones à traiter et le reste du bâtiment
- La mise en place d'un sas de décontamination
- La mise en place d'un groupe déprimogène
- Le contrôle de l'étanchéité

- Le nettoyage soigné du chantier après retrait des matériaux contenant de l'amiante
- Les points initiaux avant travaux (analyse de l'air « point zéro »)
- Les mesures environnementales pendant les travaux
- Les mesures d'empoussièrement après les travaux, avant restitution
- Compris installation, repli du matériel autant de fois et suivant localisation
- Compris l'équipement adapté pour le personnel : combinaison, masque de ventilation, bottes de sécurité, gants étanches...

Mode de métré : Forfait

1.3. Analyses libératoires

L'entreprise devra fournir l'ensemble des vérifications, contrôles visuels, attestations et analyses libératoires relevant de sa responsabilité à l'issue du retrait des matériaux contenant de l'amiante et permettant à l'ensemble des autres corps d'état de pouvoir travailler en sécurité.

Mode de métré : Forfait

2. Désamiantage

2.1. Dalles de sol souple

Le poste comprend :

- Les confinements nécessaires
- L'humidification des dalles pour éviter les émissions de poussières
- La dépose en démolition des dalles de sol amiantés
- L'enlèvement de la colle amiantée tout en humidifiant le sol
- Les analyses libératoires
- Le conditionnement, l'enlèvement, le traitement et la fourniture des bordereaux de traitement des déchets amiantés via la plateforme trakdéchets

Mode de métré : m²

Localisation : Circulation au R+1 – Voir Diagnostic amiante

2.2. Revêtements muraux

Le poste comprend :

- Les confinements nécessaires
- L'humidification des matériaux pour éviter les émissions de poussières
- La dépose en démolition de la faïence et des plinthes associées
- L'enlèvement de la colle amiantée tout en humidifiant la zone
- Les analyses libératoires

- Le conditionnement, l'enlèvement, le traitement et la fourniture des bordereaux de traitement des déchets amiantés via la plateforme trakdéchets

Mode de métré : m²

Localisation : Selon plan du rapport amiante

3. Nettoyage et DOE

3.1. Nettoyage

Poste pour mémoire. Les prix des prestations suivantes étant réputés incluses intégralement dans l'offre de l'entreprise.

L'entrepreneur doit en permanence assurer le nettoyage connexe à ses interventions :

- Evacuation de ses déchets de construction
- Evacuation des matériaux de conditionnement (cartons, emballages ...)
- Enlèvement et évacuation des matériaux mis en œuvre pour la protection des ouvrages en fin de phase et ce, durant chaque phase

3.2. Procès-verbaux d'épreuves et d'essais

L'entrepreneur doit en permanence assurer la fourniture :

- Des procès-verbaux d'épreuves des matériaux mis en œuvre
- Des procès-verbaux d'essais des matériaux mis en œuvre
- Des fiches de positionnement des matériaux mis en œuvre et ce, sur demande du maître d'œuvre et dans les délais impartis par le pilote de l'opération, durant chaque phase

3.3. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

L'entrepreneur doit en permanence assurer la fourniture :

- Du dossier des ouvrages exécutés, phase par phase et ce, dans les délais impartis par le pilote de l'opération.

Les DOE devront respecter l'article 40 du CCAG travaux.

Les DOE doivent être fournis en 1 exemplaire papier et 3 exemplaires informatiques.